

Fonds de solidarité pour
les luttes de libération sociale
dans le tiers monde

SOLIFONDS



Organisation – lutte contre la répression –
défense des terres et des écosystèmes – démocratie populaire

Rapport annuel 2016

Chère lectrice, cher lecteur,

Dans ce numéro

Bureau de coordination – travail quotidien et autres	1
Actions soutenues en 2016	
Organisation des travailleurs et des travailleuses, lutte contre la répression	5
Défense des terres et des écosystèmes	10
Démocratie populaire et médias alternatifs	15
Nouvelles récentes d'actions soutenues naguère	18
Information et collaboration	21
Comptes 2015/2016	
Bilan	24
Comptes détaillés	25
Versement aux partenaires	26
Rapport de l'organe de révision	26
Commentaires des comptes	27
La fondation SOLIFONDS	28
Le SOLIFONDS ne fonctionne que grâce à votre soutien	29

Photo de couverture: Grève agricole
en Colombie, juin 2016.

Photo: Camilo Ara

Vu l'ampleur des mouvements migratoires, notre solidarité est indispensable. Ce sont surtout les conflits armés, comme ceux qui ravagent la Syrie et l'Irak, qui obligent les gens à quitter leur région ou leur pays. Beaucoup d'autres sont poussés à l'exil par la mondialisation néolibérale, qui méprise les droits humains et l'environnement pour servir les intérêts des multinationales. Celles-ci s'opposent à l'adoption de règlements qui engageraient leur responsabilité et continuent de gagner en puissance grâce aux accords de libre-échange.

Les luttes sociales s'inscrivent à l'opposé de cette tendance. Les gens luttent contre la pauvreté et la précarisation, contre l'empoisonnement de notre environnement et contre la criminalisation d'organisations et de mouvements qui s'opposent aux visées de multinationales toutes puissantes et aux gouvernements qui pactisent avec elles. Le glissement à droite enregistré en Argentine et au Brésil, par exemple, nous rappelle que la droite dure a de nouveau le vent en poupe. Les problèmes sociaux s'exacerbent. Raison de plus pour soutenir résolument les luttes politiques et populaires pour la justice sociale.

Je vous remercie toutes et tous pour votre généreux soutien durant l'année écoulée et espère que le SOLIFONDS pourra compter sur vous l'année prochaine aussi. Nos partenaires – syndicats, groupements de femmes, associations paysannes et défenseurs de l'environnement – tablent en effet sur notre solidarité.

Avec mes cordiales salutations

Hans Schäppi, président

Bureau de coordination – travail quotidien et autres

«Comment les demandes de soutien parviennent-elles au SOLIFONDS? Comment les demandeurs connaissent-ils l'existence du SOLIFONDS?» Voilà des questions qui reviennent sans cesse. Nos actions de soutien reposent sur un réseau incluant syndicats, organisations de défense des droits humains et des femmes ainsi que des groupements de petits paysans, de sans-terre ou d'autochtones. Ce réseau, dont les débuts remontent à la fondation du SOLIFONDS, nous l'avons constamment entretenu, le plus souvent à partir de notre bureau de Zurich.

A cet égard, l'année écoulée fut un peu particulière. Tout d'abord, Urs Sekinger, coordinateur, est revenu d'un congé non payé qu'il a mis à profit pour approfondir nos liens avec le RAID de Tunisie. En collaboration avec ce réseau et la photographe Susi Lindig, il a réalisé une série d'affiches afin de faire connaître largement la revendication du RAID, qui demande que la dette publique tunisienne soit soumise à un examen indépendant. Cette expérience a beaucoup stimulé Urs, et il en a rapporté une motivation renouvelée et une foule d'idées. Peu après, ce fut au tour d'Yvonne Zimmermann, coordinatrice, de prendre un congé non payé de cinq mois, durant lequel elle a collaboré avec des organisations populaires colombiennes. En travaillant dans diverses



Le bureau du SOLIFONDS: le président Hans Schäppi (à droite), Urs Sekinger et Yvonne Zimmermann (coordination) Photo: Susi Lindig

régions du pays, elle a identifié les luttes qui exigent de toute urgence notre solidarité, comme la grève nationale de l'agriculture fin mai, la rencontre des femmes d'organisations populaires ou la mobilisation à l'occasion de la toute première consultation portant sur un projet de mégamine (La Colosa), mise sur pied dans le chef-lieu du département de Tolima.

Les expériences engrangées et la connaissance de la situation dans les pays concernés facilitent notre travail quotidien, par exemple pour évaluer les demandes de soutien. Participer à la lutte des gens sur place nous a surtout redonné de l'énergie pour mener nos activités en Suisse et démontré toute l'importance de la solidarité internationale. Notre réseau est également très utile, car il nous permet d'obtenir un avis sur les demandes que nous adressent d'éventuels futurs partenaires, et que nous devons examiner rapidement, mais avec soin.

Nous concrétisons essentiellement notre solidarité en fournissant **un appui financier à des actions et à des campagnes de nos partenaires**, surtout en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les montants versés varient entre quelques milliers et plusieurs dizaines de milliers de francs. On peut certes se demander si une aide plus substantielle ne serait pas plus efficace. **L'expérience nous a montré qu'un simple coup de pouce produit souvent des effets considérables.** Grâce à nos 4000 francs, Abahlali baseMjondolo, un mouvement des bidonvilles d'Afrique du Sud, a pu reloger provisoirement

seize familles chassées de force et leur acheter des matériaux pour construire de nouvelles cabanes. Par cette action contre les expulsions et les déplacements forcés, Abahlali a exigé le droit au logement pour tous.

Nos activités comprennent une partie moins visible: **le soutien politique à nos partenaires.** Chaque année, nous rédigeons nombre de lettres de réprobation adressées à des gouvernements ou à des entreprises, organisons l'envoi de missives avec des syndicats et des ONG ou lançons des campagnes internationales de protestation. Nos partenaires ne cessent de nous rappeler l'importance de ces envois, car ils exercent une pression internationale sur les destinataires. Sans compter que ces gestes de solidarité redonnent du courage à ceux qui luttent sur place.

Dans le cadre de notre soutien politique, nous aidons aussi nos partenaires en visite en Suisse à rencontrer des parlementaires et des représentants du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), à établir des contacts avec des syndicats et des ONG et à informer les journalistes. A l'occasion de la conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT), en juin, nous avons ainsi accompagné un représentant du Centre égyptien de services pour syndicats indépendants (CTUWS) à de nombreuses rencontres avec des syndicats et des médias internationaux. Ce fut pour lui l'occasion de faire connaître la situation difficile dans laquelle évoluent le CTUWS et les syndicats indépendants en Egypte.

Durant l'absence successive des coordinateurs du SOLIFONDS, Sandra Julius a assuré l'intérim et nous la remercions vivement pour son travail. Elle a surtout veillé au bon déroulement de notre campagne consacrée au massacre de Marikana (Afrique du Sud), où 34 grévistes de la mine appartenant à Lonmin ont été tués en août 2012. Avant le quatrième anniversaire de ces événements, une délégation sud-africaine, comprenant deux des veuves, est venue en Suisse afin de présenter une demande d'indemnisation à BASF Metals Ltd. Sise à Zoug, cette société est la principale acheteuse du platine extrait à Marikana (voir page 21).

*Un rapport annuel se doit d'indiquer le nombre et la nature des actions de soutien menées. Durant les douze mois écoulés, nous avons fourni un appui, et ce fut notre première priorité, **aux travailleurs et travailleuses qui s'organisent afin de lutter pour améliorer leurs conditions de travail et qui s'opposent à la répression**. Ils comprennent les migrants qui triment dans les serres du sud de l'Espagne, les travailleuses à domicile au Pakistan, les ouvrières du textile au Bangladesh, les travailleurs du secteur informel, les employées de maison au Togo ainsi que les vendeurs de rues. Parmi eux figurent également les salariés qui s'opposent à l'attitude antisyndicale de la multinationale suisse Syngenta au Pakistan, les mineurs d'Afrique du Sud et les syndicats indépendants d'Egypte, qui luttent pour leurs droits.*

*Notre deuxième priorité a visé **la défense des terres et des écosystèmes**. Il s'agit des luttes menées pour défendre et préserver des semences autochtones en Colombie et au Paraguay ainsi que de l'opposition à des projets miniers au Mexique, au Pérou et en Colombie et de la résistance à l'accaparement des terres par une fabrique d'éthanol au Zimbabwe ou par les producteurs d'huile de palme en Malaisie.*

*Nos partenaires luttent aussi pour **une démocratie populaire** et ces efforts ont constitué notre troisième priorité. Que ce soit au Kurdistan du Nord, en Afrique du Sud, en Colombie ou en Equateur, ils visent les mêmes objectifs: économie solidaire, médias alternatifs, autonomisation des femmes, participation aux processus de paix et aux réformes sociales. Les pages qui suivent donnent un aperçu des actions et des campagnes soutenues par le SOLIFONDS.*

Le SOLIFONDS ne touche pas de fonds publics et ses activités dépendent des dons privés et des contributions de fondations. Cette année encore, l'argent réuni nous a permis d'apporter une contribution notable à la solidarité internationale. Afin de poursuivre ce travail, nous vous prions de continuer à soutenir généreusement le SOLIFONDS. Merci du fond du cœur!



Actions soutenues en 2016

Organisation des travailleurs et des travailleuses, lutte contre la répression

Espagne du Sud : les ouvrières agricoles se syndicalisent

Fin 2015, le syndicat des ouvrières et ouvriers agricoles (en majorité des migrants) SOC-SAT du sud de l'Espagne a remporté un grand succès. L'entreprise d'emballage Bio Sol a dû réengager cinq employées, qu'elle avait licenciées sur-le-champ, et leur verser quatorze mois d'arriérés de salaire.

Ces femmes avaient été congédiées pour avoir critiqué leurs conditions de travail dans une émission diffusée sur Arte. Le tribunal des prud'hommes a estimé ces licenciements arbitraires.

Après la mise à pied des ouvrières, une campagne menée par diverses organisations, dont le SOLIFONDS, a exhorté Coop, client de Bio Sol, à prendre position. Coop a alors suspendu ses achats chez ce fournisseur.

Le succès remporté chez Bio Sol a encouragé le SOC-SAT à poursuivre son travail de syndicalisation, en particulier dans les entreprises de conditionnement et les serres. Il organise surtout des cours du soir destinés aux femmes, pour leur enseigner le droit du travail et les droits sociaux, les structures syndicales et l'espagnol.

Pakistan : Syngenta bafoue les droits des travailleurs

Les ouvriers et ouvrières de Syngenta au Pakistan sont depuis des années en désaccord avec le géant agrochimique suisse. Au terme d'un conflit usant, durant lequel le syndicat a toujours obtenu gain de cause devant la justice, la multinationale a soudain licencié le secrétaire général de l'organisme, Imran Ali. Celui-ci a porté plainte et le tribunal lui a donné raison, mais Syngenta a fait opposition. En octobre 2015, l'instance suprême en ma-

tière de travail a rejeté l'opposition de Syngenta. Au lieu de réintégrer Imran Ali, la multinationale suisse a interjeté un nouveau recours et entend visiblement faire traîner l'affaire. Au près de l'instance supérieure, Imran Ali devra faire appel à un avocat spécialisé. Or, le coût d'une telle assistance juridique dépasse les moyens financiers du syndicat. Le SOLIFONDS soutient le syndicat pour qu'il obtienne justice.

Pakistan : les ouvrières à domicile luttent pour un salaire minimum et la sécurité au travail

Durant l'année écoulée, la fédération des ouvrières à domicile (HBWWF) a intensifié la syndicalisation auprès des productrices de bracelets en verre à Hyderabad (province du Sindh). Dans cette ville, plus de 400 000 femmes travaillent chez elles à assembler ces bijoux traditionnels. Grâce aux efforts inlassables de la HBWWF, la revendication d'un salaire minimum pour ces ouvrières à domicile fait l'objet de discussions politiques dans la province. Au cours d'une prochaine étape, la fédération soumettra aux autorités le problème de la sécurité et

de la santé au travail, car la fabrication des bracelets en verre est l'une des activités les plus nocives pour la santé des ouvrières. La fédération a par ailleurs tout mis en œuvre pour que le Pakistan ratifie la Convention 177 de l'OIT sur les ouvrières à domicile et obtenu qu'elle fasse bientôt l'objet d'un débat au sénat.

L'organisation des ouvrières à domicile constitue également un progrès important vers l'émancipation des femmes : « Aujourd'hui, nous nous sentons libres! », affirme l'une des syndicalistes.

« Lorsqu'un intermédiaire a voulu baisser le prix d'une robe achevée, les ouvrières à domicile l'ont boycotté. Leur action a porté ses fruits: au bout d'un mois et demi, l'intermédiaire en question a été obligé de relever ses prix. »

Fédération pakistanaise des ouvrières à domicile (HBWWF)

Pakistan : renforcer le mouvement syndical dans la lutte pour la justice

La fédération syndicale NTUF œuvre sans relâche afin de renforcer le mouvement syndical. Grâce à ses gros efforts, de nombreux syndicats de base ont vu le jour, en particulier dans le secteur informel. Et ce n'est pas tout: après l'incendie qui a ravagé l'usine textile d'Ali Enterprises à Karachi en 2012 et coûté la vie à 260 travailleurs et travailleuses, la NTUF a aidé les proches

des victimes à demander justice. Elle vient d'ailleurs de remporter un premier succès: un tribunal allemand déterminera la responsabilité du discompteur KIK, principal client de l'usine, dans ce désastre. C'est une première étape pour que la justice allemande examine les violations des droits humains dont les entreprises allemandes se rendent coupables à l'étranger.

Togo : une CCT sectorielle pour améliorer la sécurité et les conditions de travail

Dans le secteur togolais du bâtiment, les conditions de travail ne sont guère réglementées. Les salaires sont dérisoires et les accidents du travail fréquents. En mars, la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC) a dès lors lancé une campagne qui devrait aboutir à la conclusion d'une convention collective de

travail (CCT) en fin d'année. Elle a diffusé à travers tout le pays des informations sur l'importance et le contenu de cette CCT et mobilisé les travailleurs. En octobre, de premières négociations ont eu lieu avec les entreprises et le Ministère du travail. La campagne est bien avancée et une issue positive se dessine.

Togo : les employées de maison s'organisent en syndicat

Suivant l'exemple de l'Association de défense des aides ménagères et domestiques (ADDAD), leur organisation sœur au Mali, les employées de maison togolaises se sont regroupées afin d'obtenir de meilleures conditions d'engagement. Ces employées sont le plus souvent des jeunes femmes recrutées par des ménages urbains, où elles travaillent en général sept jours par semaine et quinze heures par jour pour un salaire de misère.

Dans le cadre de la campagne initiée par l'ADDAD, soutenue par le SOLIFONDS, les employées de maison se rencontrent régulièrement, évoquent leurs conditions de travail et leurs problèmes, puis finissent par en parler à leurs employeurs. L'Etat est également impliqué, puisqu'il est appelé à faire respecter la directive de l'OIT sur le travail domestique.

Afrique du Sud : massacre de Marikana : justice pour les ouvriers des mines

Après le massacre de 2012, où la police a abattu 34 mineurs et en a blessé beaucoup d'autres, le syndicat AMCU a créé un fonds d'assistance juridique et d'aide aux veuves et aux enfants des ouvriers assassinés. L'AMCU a utilisé la contribution du SOLIFONDS pour

démonter les centaines de plaintes injustifiées déposées contre les mineurs en grève. Au printemps 2016, les deux derniers d'entre eux ont enfin retrouvé la liberté... après avoir passé trois années et demie en prison sans aucune inculpation.

Egypte : des syndicats indépendants donnent de la voix et renforcent la main-d'œuvre

Depuis que le général al-Sissi a pris le pouvoir en 2013, la pression sur les syndicats indépendants s'est accrue de manière exponentielle. Ils continuent toutefois de lutter âprement pour la liberté syndicale et le respect des Conventions 87 et 93 de l'OIT. Le Centre égyptien de services pour syndicats indépendants (CTUWS) assume une fonction cruciale dans cette lutte. Pour faire connaître la situation en Egypte, le centre prend part à la conférence annuelle de l'OIT à Genève. Cette année le SOLIFONDS a soutenu le travail de réseautage en marge de cette visite.

En Egypte, les femmes jouent un rôle clé dans la lutte pour les normes du travail et des syndicats indépendants. En 2006, 3000 ouvrières de l'usine textile d'El-Mahalla El-Koubra furent les premières à se mettre en grève et ont motivé 23 000 de leurs collègues mas-

culins à se joindre à leur mouvement. C'est la première fois, écrit le CTUWS, que les travailleuses ne se tenaient pas derrière les hommes, mais à leur côté. Elles n'en demeurent pas moins marginalisées et discriminées, et leur droit à des conditions de travail décentes est le plus souvent bafoué.

Face à cette situation, le CTUWS a décidé en 2014 de lancer la campagne Permanent Conference for Working Women. Cette campagne vise à regrouper les travailleuses syndiquées et d'autres organisations défendant les droits sociaux et économiques des femmes, afin de mener une lutte commune contre les discriminations juridiques et sociales. Lors de la troisième session de la conférence, fin juillet, les participantes ont élaboré un plan d'action en vue d'améliorer les conditions de travail des femmes.

Monde : les vendeurs et vendeuses de rues ne sont pas quantité négligeable

Fondé en 2002, le réseau StreetNet International regroupe 49 syndicats, coopératives et groupements répartis dans 45 pays sur 4 continents. Tous réunissent des vendeurs et des vendeuses de rues et de marchés. Le réseau a pour but d'organiser ces employés informels, principalement des femmes, afin de les aider à mieux faire valoir leurs droits et leurs préoccupations

aux niveaux local, national et international. Lors de son congrès de 2016, soutenu notamment par le SOLIFONDS, le StreetNet a dressé un catalogue de revendications à l'intention de la Conférence des Nations Unies sur le logement à Quito (Habitat III). Priorité: le droit des vendeurs et vendeuses de rues à une place dans le domaine public.



Les vendeuses et vendeurs de rues doivent souvent défendre leur place dans l'espace public.

Photo : REUTERS/Akintunde Akinleye

Défense des terres et des écosystèmes

Malaisie : des villages tiennent tête aux producteurs d'huile de palme

L'Etat malaisien du Sarawak est l'une des régions du monde où la forêt tropicale enregistre les plus lourdes pertes. Les entreprises d'abattage s'enfoncent toujours plus profondément dans la forêt, les zones déboisées étant aussitôt occupées par des plantations de palmiers à huile.

Des communautés villageoises s'opposent depuis des années à la destruction de la forêt et à leur expulsion. Organisant manifestations et occupations, elles freinent la déforestation. En même temps, elles lancent

des actions en justice contre les sociétés qui foulent aux pieds les droits de la population autochtone du Sarawak avec la complicité des autorités et de la police. A cet effet, elles recueillent des données afin de défendre les droits fonciers des villages devant les tribunaux et de déposer des plaintes pour accaparement des terres. La tâche est ardue : les communautés et ceux qui les soutiennent se mettent de puissantes sociétés à dos et s'exposent ainsi à une répression et à une violence croissantes.

Paraguay : une alimentation saine pour un peuple souverain

Le festival des semences, organisé fin mai à Asunción (Paraguay), a remporté un vif succès : près 100 producteurs ont présenté environ 800 semences indigènes, tandis que 400 petits paysans et autochtones exposaient leurs produits. Ils ont ainsi déployé le riche patrimoine végétal du Paraguay sous les yeux des citoyens, afin de dénoncer l'invasion du pays par la monoculture de soja. Le titre de la manifestation, «Une alimentation saine pour un peuple souverain», souligne les aspects

politiques du problème : les cultures OGM supplantent de plus en plus les sortes indigènes et altèrent la situation alimentaire de la population. Préserver les cultures traditionnelles et promouvoir leur diffusion garantit au contraire une alimentation plus saine et l'indépendance face aux multinationales de l'agroalimentaire. Le festival des semences a permis de progresser sur cette voie. L'étape suivante consistera à développer la production de semences indigènes.

Colombie : lutte pour la souveraineté alimentaire et contre les OGM

En matière de semences, la Colombie applique une politique restrictive qui favorise le monopole des multinationales et sape les moyens de subsistance de la petite paysannerie. En 2013, des protestations d'envergure nationale ont obligé le gouvernement à retirer une loi interdisant la reproduction et l'échange de semences. Face à cette politique, le réseau des « Gardiens des semences » organise des réserves et des bourses aux semences de même que des ateliers de formation. Il œuvre

ainsi à la préservation des semences locales et défend les droits des paysannes et des paysans. Dans le cadre de sa récente campagne d'information, les agriculteurs de seize communes ont pu vérifier que leur maïs n'a pas fait l'objet de manipulations génétiques. Force leur fut cependant de constater que le maïs vendu par l'autorité étatique, prétendument non modifié, a au contraire subi de telles manipulations. La campagne vise aussi à faire de deux communes des zones sans OGM.

Colombie : la population se mobilise pour son droit d'être consultée

A Ibagué, chef-lieu du département de Tolima, dans les montagnes colombiennes, le projet d'ouvrir l'une des plus grandes mines d'or à ciel ouvert du monde sera soumis à la consultation populaire. Le principe de cette consultation est un succès des organisations de la base. La population d'un chef-lieu de département sera, pour la première fois en Colombie, appelée à se prononcer sur un projet minier.

Un rejet du peuple marquerait une victoire importante de l'opposition aux mégaprojets de ce genre et à leurs

effets dévastateurs. Diverses interventions ont dès lors tenté d'empêcher cette consultation ou de l'invalider. Le tribunal administratif du Tolima a certes confirmé son caractère contraignant. Le tribunal administratif national (Consejo de Estado de Colombia) a cependant suspendu la consultation deux semaines et demie avant sa tenue, alors que les mouvements de la base avaient déjà mené une vaste campagne d'information et de mobilisation dans le Tolima. Au moment où nous mettions sous presse, la tenue de la consultation demeurait incertaine.

Pérou : risques dus à l'exploitation d'uranium et de pétrole

L'uranium ne fait pas encore l'objet d'une exploitation commerciale au Pérou. Depuis quelques années, d'intenses explorations sont cependant en cours dans la région de Puno (sud du pays) et les entreprises concernées parlent d'un « filon exceptionnel ». A l'inverse, divers syndicats reprochent à l'Etat péruvien l'absence de loi pour régir l'exploitation d'uranium et ses dangers. Ils exigent que les autorités organisent un débat public sur cette affaire et sur les conséquences d'une extraction de l'uranium. En fin de compte, c'est le peuple qui devrait décider s'il convient ou non de se lancer dans cette activité risquée. A la suite d'une campagne menée avec l'appui du SOLIFONDS, de premiers entretiens ont eu lieu en mars entre les syndicats et divers services de l'Etat.

Début octobre, les communautés autochtones wampis (Schuars), qui vivent à la frontière péruano-équatorienne, se sont dotées d'un gouvernement territorial autonome. C'est certes nouveau au Pérou, mais les Wampis invoquent le droit national et international pour expliquer cette démarche.

Le gouvernement territorial, dont l'assemblée constitutive a bénéficié de l'appui du SOLIFONDS, devrait leur permettre de mieux défendre leurs terres face aux appétits des géants du pétrole et de se faire respecter par les services de l'Etat. Ces derniers ont en effet accordé des concessions d'exploitation pétrolière sur les territoires ancestraux des Wampis, sans consulter les communes.

Argentine : les Pilagás luttent pour la justice

En octobre 1947, des militaires argentins ont tué 500 Pilagás dans la province de Formosa, et 200 personnes ont disparu. Ce massacre a été passé sous silence pendant des décennies. Il a fallu que des Pilagás portent plainte contre l'Etat argentin pour que les choses commencent à bouger. Ni la fédération des Pilagás, en tant qu'organisation, ni les survivants n'ont cependant été

autorisés à participer au procès. Dans sa lutte pour la justice et sa reconnaissance par les autorités nationales, la fédération des Pilagás a été obligée d'organiser une assemblée constitutive formelle. Cette officialisation renforce aussi les Pilagás dans leur lutte pour préserver leur territoire face à la convoitise insatiable des sociétés pétrolières.

Mexique: « Oui à la vie! »: la résistance s'accroît face aux projets miniers

Les 29 et 30 janvier, les représentants de quarante-huit communes, trente organisations, deux centres de recherche et trois radios locales se sont réunis à Cerro de Huertas (Oaxaca). Tous font partie du réseau de résistance à l'exploitation minière dans l'Etat fédéral d'Oaxaca. Dans une déclaration commune, ils ont exigé l'annulation de plus de 400 concessions minières dans leur Etat, car ces activités détruisent la vie et que les concessions n'ont jamais été soumises à l'approbation des communes.

Début avril, la résistance a pris une forme concrète dans le sud de l'Oaxaca: des milliers d'habitants de la localité d'Ixtepec se sont regroupés sous le slogan « L'or et l'argent ne sont pas nécessaires à la vie, l'eau si! » Ils ont ainsi protesté contre la mine prévue sur le territoire de la commune et exigé une consultation populaire. Ils ont déclaré Ixtepec zone non minière et refusé que des multinationales exploitent les ressources énergétiques de la région.

« Vous ne pouvez pas imaginer à quel point votre solidarité nous aide dans notre lutte. Pour les communautés autochtones, la solidarité et la réciprocité ont une grande valeur: votre appui nous donne de la force et nous aide à aller de l'avant. Merci pour ce coup de pouce! »

Bibaani, comité d'Ixtepec pour la défense de la vie et du territoire

Zimbabwe: une fabrique d'éthanol menace toujours des communes agricoles

Dans la région de Chisumbanje au sud du pays, une fabrique d'éthanol, avec sa production de canne à sucre, s'en prend depuis des années aux moyens de subsistance de communes agricoles. Le manque d'égards manifesté par l'entreprise exacerbe la situation au point de

provoquer de violents affrontements. Recourant à une stratégie de désescalade, l'organisation de jeunesse PYD tente d'empêcher le pire, tout en aidant les communes à faire valoir leurs exigences et leurs droits face à l'entreprise et à l'Etat.



Des membres du Coordinador Nacional Agrario (CNA), un regroupement d'organisations paysannes colombiennes.

Photo: Yvonne Zimmermann

Démocratie populaire et médias alternatifs

Kurdistan : les habitants luttent pour leur autodétermination

Depuis plus d'une année, la guerre fait à nouveau rage au Kurdistan du Nord. L'armée turque a détruit des quartiers entiers, incendié de vastes territoires et fait un nombre élevé de victimes civiles.

Les organisations kurdes ont réagi en déclarant l'autonomie administrative de la région afin d'instaurer une société démocratique à leur idée : fondée sur l'égalité, le respect de l'environnement et une économie solidaire.

Le Mouvement écologiste de Mésopotamie (MEH) et l'Initiative citoyenne pour le sauvetage de Hasankeyf visent à préserver les moyens de subsistance, car «la lutte pour la nature fait partie de la lutte pour une société

démocratique, libérée et émancipatrice ». Sur le terrain, le MEH crée des potagers communautaires afin d'illustrer les bienfaits d'une économie solidaire et d'améliorer la situation alimentaire de la population.

En avril, l'exposition Broken Constellation a présenté les œuvres de plusieurs artistes kurdes interpellés par l'actualité. Le public a surtout été frappé par les dessins du centre de torture de Diyarbakir, «La prison n° 5 », qui a compté parmi les pires centres de détention du monde dans les années 1980-1990. Beaucoup de prisonniers politiques ont connu cet établissement. Les photos et les dessins nous ont permis d'appréhender la terrible réalité qui règne au Kurdistan.

Afrique du Sud : les habitants des bidonvilles ne se laisseront pas expulser

En Afrique du Sud, la moitié de la population vit dans la pauvreté et le chômage atteint environ 40%. Bien qu'un programme national prévoit la construction de logements, les bidonvilles restent présents un peu partout.

La police essaie régulièrement de chasser leurs habitants, mais ceux-ci se défendent, car ils ont besoin

d'un endroit pour vivre. Le 14 janvier, près de Durban, un lotissement de plus a été rasé, alors qu'un juge avait interdit ce type d'intervention. Abahlali baseMjondolo, mouvement des habitants des bidonvilles, a entrepris de tout reconstruire avec les personnes privées de toit. Le mouvement a également déposé plainte auprès de la commune contre les responsables de la démolition.

Colombie : renforcer la place des femmes au sein des mouvements sociaux

La première rencontre nationale des femmes du Congreso de los Pueblos, qui regroupe nombre d'organisations et de mouvements sociaux, s'est tenue en mars 2016. Alors que les femmes ont joué un rôle décisif dans la fondation et le travail de ce congrès populaire, elles sont restées marginalisées même à l'intérieur du mouvement social, où l'on retrouve hélas les stéréotypes habituels. Les femmes membres du Congreso rejettent la répartition classique des rôles et entendent améliorer

leur participation aux processus politiques. Elles veulent également parler des discriminations et du harcèlement sexuel et développer des instruments appropriés pour les combattre. Les femmes et leurs avis spécifiques doivent en outre être pris en considération lorsqu'il s'agit d'instaurer la paix. Cette première rencontre a donné un bel élan aux préoccupations des femmes et ses conclusions ne manqueront pas d'alimenter le travail des organisations et des mouvements sociaux.

Colombie : les mouvements populaires décrètent une grève nationale

Le 30 mai, les paysannes et les paysans, les ouvriers et les ouvrières, les autochtones et les Afro-Colombiens regroupés au sein de la Minga Agraria Campesina, Étnica y Popular ont décrété une grève nationale en Colombie. Ils ont revendiqué de meilleures conditions de vie et appelé le Gouvernement colombien à respecter, à cet effet, les accords conclus. Ils ont également exigé des garanties dans l'exercice d'activités politiques, celles-ci s'avérant impossibles vu l'influence des paramilitaires et compte tenu des persécutions, des

arrestations, des menaces et de l'assassinat de nombreux dirigeants. Une autre revendication portait sur la participation active et contraignante de la population au processus de paix. Malgré une répression brutale par la police et l'armée, la grève n'a cessé de gagner en ampleur. Au bout de deux semaines, le vaste mouvement de protestation a débouché sur un succès : dans un accord signé avec la Minga Agraria Campesina, Étnica y Popular, le Gouvernement colombien a consenti une série de concessions.

Colombie : médias alternatifs et informations sur le processus de paix

Pendant le processus de paix entre le Gouvernement colombien et la guérilla des FARC-EP, les mouvements sociaux ont souligné que la paix implique une transformation de la société et qu'elle passe par un vaste débat public. La plateforme de médias alternatifs Colombia Informa a dès lors organisé une rencontre de représentantes et de représentants des mouvements sociaux. Le défi consiste à trouver un moyen de diffuser les propositions des différents intervenants et à en débattre largement. Colombia Informa a décidé de soutenir ces échanges, tant sur le plan technique qu'au niveau du contenu.

Dans les faubourgs défavorisés de Bogota, un réseau de jeunesse a entrepris de former des adolescents et de jeunes adultes pour en faire des correspondants de médias alternatifs. Cette formation encourage les journalistes en herbe à exprimer leur avis et à inclure les propositions formulées par les mouvements de jeunesse au sujet de la situation actuelle dans un large débat public. La participation active des mouvements de jeunesse des *barrios* défavorisés joue un rôle essentiel dans le cadre de la mobilisation en faveur d'une paix fondée sur la justice sociale.

Equateur : pour une participation à la transition sociale

Afin d'impliquer activement les communautés marginalisées dans le processus de transformation sociale, l'organisation populaire Vientos del Sur a mis sur pied un festival avec les communautés de petits paysans du nord de l'Equateur et les habitants des quartiers pauvres de Quito.

Ce type d'événement politico-culturel vise à encourager les divers groupes de personnes à donner leur avis

en utilisant leurs propres moyens d'expression. Viento del Sur permet ainsi aux participants d'identifier et de formuler leurs besoins, d'élaborer des propositions et de participer à un vaste débat public. Les principales activités comprennent notamment la conception et la réalisation de peintures murales et de pièces de théâtre. Menées en commun, elles contribuent à susciter le débat au sein des communautés.

Nouvelles récentes d'actions soutenues naguère

Guatemala : les membres inculpés d'une communauté ont été libérés

Au Guatemala, le SOLIFONDS a soutenu dès 2012 les communautés autochtones de Las Barillas dans leur combat judiciaire. Pour avoir manifesté contre une entreprise espagnole d'électricité, qui voulait construire un barrage dans la région, sept membres de ces communautés ont été arrêtés et inculpés. Fin juillet, la présidente du tribunal d'appel a levé tous les chefs d'accusation dont ils font l'objet : le soulagement et la joie furent de mise ! Tout risque n'est cependant pas écarté.

Dans un communiqué, les dirigeants de la communauté écrivent : « Le modèle d'exploitation industrielle que l'on veut imposer à notre région représente toujours une menace. En lieu et place du développement promis, les exigences ne cessent de se multiplier. Le caractère criminel des entreprises détruit en effet les communautés : il provoque des crises en leur sein, les dirigeants sont poursuivis en justice, des membres se laissent corrompre et les expulsions deviennent chose ordinaire. »

Paraguay : jugement scandaleux prononcé contre des sans-terre

A l'issue d'un procès plus que douteux, onze sans-terre (huit hommes et trois femmes) ont été condamnés en juillet 2016 à des peines de prison allant de quatre à trente ans. En l'absence de toute preuve tangible, ils ont été déclarés responsables de la mort de six policiers. Outre ces derniers, onze petits paysans ont été abattus lors du massacre de Curuguaty en 2012. Leur assassinat n'a jusqu'ici pas fait l'objet d'une enquête.

Ayant apporté son appui à l'organisation des proches des victimes de Curuguaty ces quatre der-

nières années, le SOLIFONDS a vivement critiqué ce jugement scandaleux. Dans une lettre qu'il a adressée avec d'autres organisations à Didier Burkhalter, ministre des Affaires étrangères, le SOLIFONDS demande que la Suisse plaide pour la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale indépendante. Dans sa réponse, le Conseil fédéral a indiqué que la Suisse mène un dialogue avec le Paraguay sur le respect des droits humains et qu'il a entrepris d'examiner ce cas particulier.

Inde : les intérimaires de LafargeHolcim obtiennent un compromis

A Jamul, les employés en sous-traitance d'ACC, une filiale de la multinationale cimentière suisse Holcim, ont lutté pendant vingt-cinq ans pour des contrats fixes. Violant la législation indienne, l'entreprise les considérait comme des intérimaires et ne leur versait que le tiers du salaire des employés fixes. Pourtant condamnée par deux instances différentes pour ce procédé, ACC-Holcim a fait traîner l'affaire. Lorsque l'entreprise, aujourd'hui en possession de HolcimLafarge, a annoncé la construction d'une cimenterie hypermoderne, les intérimaires ont commencé à craindre pour leurs emplois.

En 2012, soutenu par le syndicat international IndustriAll, le PCSS a déposé auprès du SECO une plainte contre Holcim pour violation des directives de l'OCDE applicables aux multinationales. Le syndicat UNIA et le SOLIFONDS ont appuyé le PCSS dans cette démarche. En 2016, les négociations ont abouti à un compromis : sur les 932 travailleurs en sous-traitance, 536 bénéficieront de contrats fixes et leur salaire sera progressivement adapté au niveau usuel dans la branche ; les ouvriers dont l'engagement ne sera pas reconduit recevront des indemnités de départ.

Tunisie : soumettre la dette publique à un audit pour s'affranchir de sa dictature

Dans le cadre du Forum social mondial de 2015, le réseau tunisien RAID (Rassemblement pour une Alternative Internationale de Développement) a lancé la campagne intitulée « Audit de la dette publique : donner une chance à la transition sociale et démocratique ». En effet, un quart environ des recettes fiscales sont englouties par le service de la dette, alors que l'argent fait défaut pour financer le domaine social, la santé publique et les infrastructures.

La campagne a débouché sur un projet de loi, qui a été soumis au Parlement tunisien le 14 juin 2016. Un tiers des délégués l'ayant signé, il a de bonnes chances d'être adopté. Le RAID remercie le SOLIFONDS d'avoir soutenu son action : cet appui a revêtu une importance primordiale, non seulement sur le plan financier, mais aussi grâce aux discussions menées et à la collaboration active durant la campagne.



Outre apporter une aide financière, le SOLIFONDS s'attache à diffuser des informations sur les campagnes et les activités de ses partenaires ainsi que sur leur contexte. Il met également l'accent sur la collaboration avec d'autres organisations afin d'accroître la portée et le poids de son action.

Formations et événements

29.1.2016: Le SOLIFONDS a animé à l'Université de Zurich une manifestation organisée par les étudiants et ayant pour titre «Le monde est-il juste?»

25-27.4.2016: Délégation de Marikana (Afrique du Sud) réunissant l'évêque Jo Seoka, deux veuves de grévistes assassinés et deux représentantes du Khulumani Support Group. Avec l'ADR et des membres des Verts nous avons organisé le dépôt de demandes au Parlement zougais et au Conseil national, ainsi que des contacts avec les médias et une action à Zoug. Le but était de souligner le rôle de Zoug (siège de BASF Metals GmbH), qui est l'un des centres du négoce du platine extrait à Marikana. Le 26 avril, le film *Miners Shot Down*, consacré au massacre de Marikana en 2012, a été projeté à Zurich.

29.4.2016: Préparatifs, avec medico international, du finissage de l'exposition *Broken Constellation*, sur le Kurdistan.

28-29.6.2016: Dans le cadre du programme que l'institut de formation des syndicats, Movendo, consacre

à la gestion d'organisations syndicales, le SOLIFONDS a donné un cours d'une journée et demie sur la mondialisation et la solidarité internationale.

Juin 2016: Participation à la Conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Dès juillet 2016: Travail au sein du comité Brückenschlag Zürich – Amed/Diyarbakir. Formé de représentant-e-s de plusieurs partis et organisations, ainsi que de particuliers, ce comité a vu le jour après la remise, en juin, d'un postulat du Conseil municipal, à la maire de Zurich. A l'origine, ce postulat demandait la conclusion d'un partenariat entre les villes mentionnées.

4-6.10.2016: Délégation dans le cadre du comité Brückenschlag Zürich – Amed/Diyarbakir. Invités par le comité, les deux co-maires d'Amed et cinq employés administratifs de leur ville ont séjourné à Zurich. Accueillie par la maire de la ville, Corinne Mauch, la délégation a visité divers services communaux et assisté à une séance du Conseil municipal. Le travail d'information du comité a remporté un succès remarquable: un compte rendu

a été diffusé à la radio suisse alémanique et dans les principaux journaux. La visite s'est achevée sur une manifestation publique qui réunit quelque 200 personnes au Volkshaus.

14-16.10.2016: Participation à La Haye au Tribunal Monsanto et à l'Assemblée des peuples. Durant deux jours, des témoins ont livré des récits poignants sur les effets du glyphosate, mais aussi rapporté comment la

multinationale exerce son influence sur les autorités, fait traîner les procédures engagées contre elle par les personnes lésées et diffame ceux qui osent la critiquer.

Dans le cadre la Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe (ADR): Participation active aux préparatifs d'une conférence consacrée à l'industrie minière face à l'Etat et à la société, tenue les 28 et 29 octobre 2016 à Bâle.

Contacts

ADR

Dans le cadre de sa collaboration avec la Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe (ADR), le SOLIFONDS a participé activement à l'organisation et à la tenue, les 27 et 28 novembre 2015, d'une conférence sur la migration et la xénophobie en Afrique du Sud et en Suisse. Les actions mentionnées ci-dessous en lien avec le massacre de Marikana s'inscrivent également dans le contexte de l'ADR.

MultiWatch

MultiWatch suit depuis 2005 les activités de multinationales domiciliées en Suisse, afin de faire savoir dans quelles régions de la planète elles violent les droits humains ou sont impliquées dans des conflits. Le SOLI-

FONDS œuvre au sein du comité de l'association et participe à la tenue de manifestations publiques. Durant l'année écoulée, MultiWatch a notamment lancé le livre *Schwarzbuch Syngenta*, qui met à nu les méfaits de cette multinationale agrochimique suisse, et mis sur pied une série de conférences invitant à organiser la résistance contre l'emploi du paraquat en Malaisie. Sarojeni V. Rengam, présidente du Pesticide Action Network (Asie et Pacifique) a pris part aux conférences.

Plateforme Colombie

Le SOLIFONDS est membre de la coordination d'organisations non gouvernementales qui soutiennent des projets en Colombie. C'est un cadre idéal pour tisser des liens et échanger des informations.

Visites et rencontres

De passage en Suisse ou participant à une conférence en Europe, des partenaires prennent le temps de rendre visite au SOLIFONDS et d'échanger des informations avec nous.

En octobre 2015, Philipp Gerber (EDUCA) et Sara Méndez (Centro Prodh) sont venus du Mexique. Ils nous ont parlé de violation des droits humains par des sociétés minières et des centrales éoliennes.

Rencontre avec Miguel Lovera (Paraguay), ancien directeur de l'autorité paraguayenne des semences (SENAVE), «remercié» après le putsch parlementaire de 2012 contre le président élu Fernando Lugo. Ce fut l'occasion d'évoquer le procès imminent en lien avec le massacre de sans-terre à Curuguaty et la menace que la propagation croissante de maïs et de soja OGM fait peser sur les cultures autochtones.

A l'occasion d'une conférence sur les conflits pour la terre et l'eau, au RomeroHaus de Lucerne, nous avons rencontré une délégation du Red Muqui (Pérou) et avons évoqué les conflits liés à l'exploitation minière.

Invité par le syndicat togolais du bâtiment (FTBC), Urs Sekinger, coordinateur du SOLIFONDS, s'est rendu au Togo afin de participer au lancement de la campagne pour une convention collective sectorielle et à la pose de la première pierre d'un futur centre de formation. Il a

aussi pu entrer en contact avec le récent syndicat des employées de maison (ADDAD).

Lors d'une rencontre, Martin Jansen, du Workers World Media Project (WWWP; Afrique du Sud) a fourni au SOLIFONDS des informations sur les émissions de radio de son organisme.

A l'occasion de la visite en Suisse de Marylén Serna, nous avons organisé une conférence publique avec cette porte-parole du Congreso de los Pueblos, qui réunit nombre d'organisations et de mouvements sociaux en Colombie. De ce pays, nous avons également accueilli Cynthia Osorio, du réseau des Gardiens de semences.

A la Conférence annuelle de l'OIT, en juin, nous avons rencontré les représentants d'organisations partenaires, dont Nasir Mansoor (fédération syndicale pakistanaise NTUF), Zehra Khan (association pakistanaise des ouvrières à domicile) et Ashim Roy (NTUI, Inde).

Avec Dan Gallin, membre du Conseil de fondation, nous avons accompagné Kamal Abbas, secrétaire général du Centre égyptien de services pour syndicats indépendants (CTUWS), durant toute la Conférence annuelle de l'OIT. Nous lui avons permis de rencontrer nombre de syndicats de différents pays, afin de faire connaître la situation précaire des syndicats indépendants en Egypte et de tisser des liens de solidarité.

Bilans		
	30.9.2015	30.9.2016
	CHF	CHF
Actifs circulants	355'160.45	321'673.00
Liquidités	352'760.00	314'528.60
- Compte postal (CHF)	86'334.38	50'616.96
- Compte postal (Euro)	51'973.43	0.00
- Postfinance – E-compte d'épargne	100'455.70	149'903.05
- BCZ – compte de dépôts	1'403.89	1'352.49
- BCZ – compte d'épargne	112'592.60	112'656.10
Autres créances à court terme	1'070.45	1'280.70
Actifs de régularisation	1'330.00	5'863.70
Actifs immobilisés	82'358.85	82'749.20
Immobilisations financières	82'357.85	82'748.20
Immobilisations corporelles	1.00	1.00
Total des actifs	437'519.30	404'422.20
Dettes à court terme	79'841.40	43'087.60
Autres dettes à court terme	61'431.40	14'337.60
Passifs de régularisation	18'410.00	28'750.00
Fonds étranger à long terme	256'672.85	250'269.05
Réserves pour les actions	256'672.85	250'269.05
- Promesses de contribution	46'107.04	97'105.05
- Pakistan	16'362.70	0.00
- 1 ^{er} Mai	13'335.10	0.00
- Fonds d'action	128'069.02	100'185.01
- Information	42'232.19	42'232.19
- Fonds de recherche Afrique du Sud	107'46.80	107'46.80
Capital de fondation	100'805.05	111'065.55
Capital de fondation	100'805.05	111'065.55
- Bénéfice ou perte reporté-e (-)	63'633.22	100'805.05
- Bénéfice ou perte de l'exercice (-)	16'971.83	10'260.50
Total des passifs	437'519.30	404'422.20

Comptes de fonctionnement 2014/2015 et 2015/2016 (du 1^{er} octobre au 30 septembre)

Compte de résultat		
	2014/2015	2015/2016
	CHF	CHF
	+ 168'360.89	+ 159'235.41
Produits		
Cotisations et dons sans destination précise		
- Cotisations des fondateurs	+ 165'169.24	+ 156'047.71
- Cotisations des cofondateurs	+ 42'000.00	+ 42'000.00
- Dons sans destination précise	+ 2'190.00	+ 2'015.00
	+ 120'979.24	+ 112'032.71
Autres produits de fonctionnement		
- Honoraires	+ 3'191.65	+ 3'187.70
- Contributions administratives	+ 1'550.00	+ 1'910.00
- Intérêts	+ 600.00	+ 600.00
	+ 1'041.65	+ 677.70
	- 148'939.06	- 148'974.91
Charges d'administration		
Coordination		
- Frais de personnel	- 141'613.22	- 137'678.35
- Frais d'exploitation	- 175'618.60	- 172'581.95
- Administration des projets (20 %)	- 22'399.87	- 23'022.40
	+ 57'005.25	+ 57'926.00
Information		
- Dépenses information	- 7'325.84	- 11'296.56
- Vente de brochures	- 31'922.79	- 34'548.02
- Information sur les actions (10 %)	+ 392.95	+ 130.46
- Prélèvement (+) / versement (-) Fonds d'information	+ 24'204.00	+ 23'121.00
- Prélèvement (+) / versement (-) Fonds de recherche	0.00	0.00
	0.00	0.00
	- 2'450.00	0.00
Actions de soutien – Solde (charges/produits)		
Promesses de contribution et dons à affectation précise		
- Promesses de contribution	+ 372'307.95	+ 363'952.67
- Dons à affectation précise	+ 114'865.00	+ 109'507.00
- Dons à affectation précise provenant d'institutions	+ 165'442.95	+ 146'245.67
	+ 92'000.00	+ 108'200.00
Dépenses destinées aux actions de soutien		
- Versements aux organisations partenaires	- 377'185.40	- 382'878.91
- Frais d'administration des projets	- 295'976.15	- 307'831.91
- Frais des informations sur les actions	- 57'005.25	- 57'926.00
	- 24'204.00	- 23'121.00
Prélèvement (+) / versements (-) sur les réserves		
- Prélèvements	+ 2'427.45	+ 18'926.24
- Versements	+ 80'946.99	+ 158'230.83
	- 78'519.54	- 139'304.59
	0.00	0.00
Charges et produits divers – Solde		
- Legs		
- Différence de taux de change		
- Versement sur le Fonds d'action		
	0.00	0.00
	+ 16'971.83	+ 10'260.50
Bénéfice (+) / perte (-) de l'exercice		

Versements aux organisations partenaires

		Syndicats Droit du travail	Droits des femmes, egarie	Assistance juridique	Droits humains	Démocratie	Paix	Droit à la terre, ressources naturelles
<i>Afrique</i>								
Egypte: campagne pour les femmes	25'206.80	x	x					
Egypte: délégation OIT	4'845.50	x				x		
Afrique du Sud: massacre de Marikana	3'700.00	x		x				
Afrique du Sud: contre les expulsions	3'732.00				x	x		
Afrique du Sud/monde: StreetNet	5'400.00	x	x					
Togo: campagne pour une CCT	16'000.00	x				x		
Togo: employées de maison	4'827.40	x	x					
Zimbabwe: éthanol – cultures vivrières	16'048.00					x		x
<i>Asie / Europe de l'Est</i>								
Malaisie: défense de la forêt tropicale	20'000.00				x			x
Kurdistan: économie solidaire	16'501.00				x	x		
Kurdistan: exposition	2'500.00				x	x		
Pakistan: assistance juridique	10'188.10	x	x					
Pakistan: renforcer les syndicats	13'500.00	x				x		
Pakistan: ouvrières à domicile	8'000.00	x	x					
<i>Europe</i>								
Espagne du Sud: ouvrières agricoles	22'086.00	x	x					
<i>Amérique latine</i>								
Argentine: autochtones contre l'injustice	3'324.00				x	x		
Equateur: participation sociale	5'519.36					x		x
Colombie: semences indigènes	10'000.00							x
Colombie: grève agricole	21'840.00					x		x
Colombie: communiquer pour la paix	5'384.25					x		x
Colombie: médias alternatifs	5'490.80					x		x
Colombie: rencontre des femmes	7'857.75		x			x		
Colombie: consultation projet minier	20'038.00					x		x
Mexique: campagne contre projet minier	3'500.00					x		x
Mexique: opposition à un projet minier	2'582.20					x		x
Paraguay: semences indigènes	27'169.00				x			x
Pérou: non à l'exploitation d'uranium	9'614.95	x						x
Pérou: protection de l'environnement	3'076.80				x			x
<hr/>								
Contributions diverses	3'900.00							
<hr/>								
<i>Total</i>	<i>301'831.91</i>							

Rapport de l'organe de révision

relatif au contrôle restreint à l'attention du conseil de fondation du Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde (Solifonds), sis à Neuchâtel

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de la fondation Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde (Solifonds) pour l'exercice arrêté au 30 septembre 2015.

La responsabilité de l'établissement des comptes incombe au conseil de fondation, tandis que notre mission consiste à les vérifier. Nous attestons que nous remplissons à cet effet les exigences légales en matière de qualification et d'indépendance.

Notre vérification a été effectuée selon les normes suisses du contrôle restreint. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière à déceler des anomalies graves dans les comptes annuels. Un contrôle restreint comprend des auditions, des vérifications analytiques et des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles auprès de l'entité contrôlée. Il n'a toutefois pas pour objet de vérifier les procédures internes ni le système de contrôle interne, et ne comprend pas non plus des auditions ou des opérations de vérification complémentaires destinées à identifier des actes délictueux ou d'autres infractions à la loi.

Au cours de notre révision, nous n'avons pas rencontré d'élément donnant à croire que les comptes annuels ne sont pas conformes à la législation suisse et à l'acte de fondation.

Gelterkinden, le 18 octobre 2016
BERO Treuhand AG, Roland Laube,
expert-comptable diplômé

Afin de respecter les nouvelles prescriptions fédérales sur l'établissement des comptes, la présentation du bilan et des comptes annuels diffère légèrement des années précédentes.

Les comptes 2015/2016 du SOLIFONDS bouclent avec un excédent de recettes de 10260 fr. 50. Ce résultat réjouissant s'explique surtout par les dons sans affectation précise. Même si leur montant (112032 fr. 71) a diminué par rapport à l'année dernière, il dépasse nettement celui prévu au budget. Les charges administratives sont demeurées pratiquement inchangées, les frais de personnel s'avérant légèrement inférieurs (172582 francs) et les coûts du

travail d'information quelque peu supérieurs à ceux de l'exercice précédent. Les transferts aux partenaires que nous soutenons ont également augmenté: 301831 fr. 91 (contre 295976 fr. 15 pour 2014/2015).

Tandis que la somme des contributions promises (109507 francs) et celle des dons à affectation précise (146 246 francs) ont diminué, les versements destinés à des actions spécifiques provenant d'institutions ont augmenté pour atteindre 108200 francs.

Le Fonds d'action, qui nous permet de soutenir les organisations partenaires, a pu être alimenté par deux versements: un legs de 6102 fr. 55 et le gain de change réalisé lors de la liquidation d'un compte en euros.

Commentaire des comptes 2015/2016

Comme nous l'expliquons dans l'introduction à ce rapport annuel, l'appui financier fourni par le SOLIFONDS constitue l'essentiel de notre travail solidaire. Ces versements sont présentés en détail dans les comptes annuels ainsi que dans leur résumé. Le soutien politique, les contacts, le travail d'information ou encore l'examen des demandes (que nous ne retenons pas toutes) comptent aussi, tout comme le travail administratif, parmi les tâches du bureau de coordination, et leur coût est globé dans les charges administratives. Cette part non négligeable de notre travail solidaire ne peut cependant pas être détaillée dans les comptes et n'apparaît donc qu'indirectement.

*« **Votre travail solidaire est des plus convaincants. Je prévois donc de faire un legs au SOLIFONDS.** »*

Une donatrice

Merci!

Au nom de nos partenaires, nous remercions du fond du cœur toutes les personnes qui nous ont versé des contributions ou un don, ainsi que la Fondation Berti Wicke, la Fondation GlobalLokal, la Fondation Crain-Zivy, la Fondation Volkart, la Stiftung zur Förderung der Erwachsenenbildung et le Fonds de solidarité du personnel OSEO.

La fondation SOLIFONDS

Conformément à son acte de fondation, le SOLIFONDS a pour but de soutenir les luttes de libération sociale dans le tiers monde ainsi que la lutte pour la reconnaissance et le respect des droits humains, notamment des droits politiques et syndicaux fondamentaux, dans le monde entier et de diffuser des informations sur ces luttes en Suisse.

Le SOLIFONDS est soutenu par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), Solidar Suisse/OSEO et les organisations suivantes, qui œuvrent dans le domaine du développement: Comité Afrique, Comité Guatemala, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Fonds pour le développement et le partenariat en Afrique (FEPA), Groupe de travail Suisse-Colombie, Magasins du Monde, Public Eye (ex-Déclaration de Berne), Secrétariat d'Amérique centrale.

SOLIFONDS – Bulletin d'information n° 100

Edition : Fondation « Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde »

Rédaction : Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

Traduction : Milena Hrdina, Bienne

Impression : printoset, Zurich

SOLIFONDS Quellenstrasse 25, case postale, 8031 Zurich
Tél 044 272 60 37, mail@solifonds.ch, www.solifonds.ch

Composition du conseil de fondation

USS

Luca Cirigliano, Dan Gallin, Hans Schächli (président).

PSS

Rosmarie Joss, Jean Christophe Schwaab, Cédric Wermuth.

Solidar Suisse/OSEO

Mario Carrera, Bruno Gurtner, Anja Ibkendanz.

Cofondateurs

Thomas Braunschweig (Public Eye), Dieter Drüssel (Secrétariat d'Amérique centrale), Barbara Müller (Comité Afrique), Stephan Suhner (Suisse-Colombie).

Coordination

Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann, Sandra Julius (suppléance jusqu'en mai 2016).

Comptabilité

Bruno Hangarter.

Le SOLIFONDS ne fonctionne que grâce à votre soutien !

Le SOLIFONDS ne touche pas de fonds publics et finance ses actions de soutien uniquement par des dons privés. Voici leur forme :

- ➔ **Promesses de contribution** : Ces promesses constituent le principal « instrument » de financement du SOLIFONDS, car elles lui permettent de réagir rapidement aux demandes urgentes de soutien (voir coupon-réponse ci-contre).
- ➔ **Dons** : Destinés à une action précise ou à caractère général, les dons complètent les promesses de contribution.
- ➔ **Legs** : Les legs que le SOLIFONDS reçoit de temps à autre sont un soutien financier important. Ils sont aussi une marque d'estime pour notre engagement solidaire.

Le SOLIFONDS est une organisation d'utilité publique et les dons qui lui sont versés sont exonérés de l'impôt.

Le SOLIFONDS a besoin de promesses de contribution !

Dans bien des cas, par exemple lors d'une grève, d'une occupation de terrain ou en cas d'arrestation, le SOLIFONDS doit pouvoir répondre rapidement et sans excès bureaucratiques à des demandes d'aide. Pour cela, nous avons besoin d'un aussi grand nombre que possible de promesses de contributions : dons que les gens s'engagent à l'avance à verser, sur demande du conseil de fondation, pour financer une action précise. En soutenant le SOLIFONDS, vous savez toujours à quoi sert votre argent.

- Je m'engage à verser, au maximum trois fois par an sur demande, un montant de ____ francs au SOLIFONDS pour financer une action précise.**

Valable deux ans et renouvelable.

Prénom, Nom _____

Adresse _____

NPA, Localité _____



Date, Signature _____



« Plus de 120 000 personnes participent à la grève agricole afin de pouvoir vivre dans la dignité. Je pleure de colère et d'indignation lorsque je vois la violence avec laquelle le gouvernement réprime les protestations et tue les grévistes. Les larmes me montent aussi aux yeux par amour pour les femmes et les hommes qui sont descendus dans la rue pour faire valoir leurs droits. »

Militante du Congreso de los Pueblos, Colombie